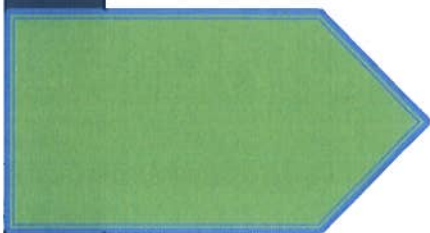




PROCES-VERBAL



CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 17 juillet 2023

L'an deux mille vingt-trois, le lundi 17 juillet à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de Malissard, dûment convoqué, s'est réuni, à la Mairie, sous la présidence de Jean-Marc VALLA, Maire.

Présents : Jean-Marc VALLA, Jean-Marc SOUCIET, Laure BLANDIN-JOUBERT, Laurent BARRAL, Evelyne CHALÉAT, Pascal ALBOUSSIÈRE, Florence BRÈS-DUFOUR, Isabelle BLASSENAC, Sylviane DUPRET, Yann ESCOFFIER, Nicole FERREIRA, Laurent JOUD , Fabienne ESPOSITO, Francine GAILLARD, Gérard JOURDAN, , Malika MEITER,

Absents ayant donné procuration : Céline FERREIRA-VALLA à Nicole FERREIRA

Absents excusés : Cédric COUR, Willy GILHARD

Absents : Lionel DUSSERT, Séverine MAITRE, Laurence ROUVEYROL, Eric BARSCZUS

Le quorum étant atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Mme Laure BLANDIN-JOUBERT est désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

ASSEMBLÉE

Le procès-verbal du Conseil Municipal, réuni le 5 juin 2023, est approuvé à l'unanimité.

DÉCISIONS DU MAIRE

Décision 04.2023 du 20 juin 2023 : Considérant que la régie d'avances « Menues dépenses ALSH » ne fonctionne plus depuis de nombreuses années et que son existence administrative n'est plus justifiée, Monsieur le Maire a décidé de la suppression de la dite régie.

ASSEMBLÉE

42.2023 DÉSIGNATION DU RÉFÉRENT DÉONTOLOGUE DES ÉLUS

Rapporteur : Jean-Marc SOUCIET

Monsieur le Maire expose que pris en application de l'article 218 de la loi « 3DS » du 21 février 2022, le décret sur la désignation du référent déontologue de l' élu local est paru au journal officiel du 7 décembre 2022.

Il impose, à partir du 1er juin 2023, à toute collectivité territoriale, tout groupement de collectivités territoriales ou syndicats mixtes ouverts de désigner un référent déontologue par délibération.

Tout élu local pourra désormais consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés par la charte de l' élu local.

Tenu au secret professionnel et à la discrétion, le référent déontologue doit exercer ses missions en toute indépendance et impartialité. Il ne peut donc pas être élu local - ou l'avoir été il y a moins de trois ans - ou agent territorial dans la collectivité concernée ni se trouver en situation de conflit d'intérêt avec celle-ci.

Le CDG26 en collaboration étroite avec l'AMF26, propose de mutualiser la fonction de référent déontologue des élus au moyen d'une convention spécifique.

VU le Code général de la fonction publique, notamment ses article L. 452-30 et L. 452-40,
VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1111-1-1 et R. 1111-1-A. à R. 1111-1-D.,

VU le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local,
VU l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local,

VU le projet de convention d'adhésion à la mission référent déontologue des élus mise en place par le centre de gestion de la Drôme,

CONSIDÉRANT que la loi 3DS du 21 février 2022 a complété l'article L. 1111-1-1 du code général des collectivités territoriales, qui consacre les principes déontologiques applicables aux élus au sein d'une charte de l'élu local, afin de prévoir que « tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect » de ces principes,

CONSIDÉRANT que ce référent doit être désigné par l'organe délibérant de chaque collectivité et établissement public local,

CONSIDÉRANT que le centre de gestion de la Drôme propose aux collectivités et établissements publics locaux de son ressort géographique une convention de mutualisation de la fonction de référent déontologue des élus,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- de DÉSIGNER en qualité de référent déontologue des élus, le référent déontologue proposé dans la convention de mutualisation du CDG26 à savoir madame Élise UNTERMAIER-KERLÉO dans les conditions prévues par ladite convention,
- d'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention correspondante et à inscrire les dépenses afférentes au budget.

Monsieur le Maire donne lecture de la charte de l'élu local pour mémoire.

M. SOUCIET, Adjoint au Maire délégué aux Finances, précise que la cotisation annuelle est fixée à 100 €, chaque consultation étant tarifée à 106 €.

INTERCOMMUNALITÉ

43.2023 SERVICE PUBLIC DES ÉNERGIES DE LA DRÔME (SDED) – RAPPORT D'ACTIVITÉS 2022

Rapporteur : Evelynne CHALÉAT

Conformément aux dispositions de l'article L.5211-39 du code général des collectivités territoriales, Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le rapport d'activités 2022 du Service Public des Energies dans la Drôme (SDED).

Le Conseil Municipal PREND ACTE du rapport présenté.

44.2023 VALENCE ROMANS AGGLO - RAPPORT D'ACTIVITÉS 2022

Rapporteur : Monsieur le Maire

Conformément aux dispositions de l'article L.5211-39 du code général des collectivités territoriales, Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le rapport d'activités 2022 de Valence Romans Agglo.

Le Conseil Municipal PREND ACTE du rapport présenté.

ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE

45.2023 POINTS D'APPORT VOLONTAIRE – CONVENTION TRIPARTITE D'OCCUPATION DES SOLS

Rapporteur : Evelyne CHALÉAT

Monsieur le Maire expose que dans le cadre de sa compétence « collecte des ordures ménagères » Valence Romans Agglo a décidé de déployer dans les communes des points d'apport volontaire équipés de conteneurs de tri.

Ce nouveau système de collecte des déchets nécessite d'implanter des conteneurs enterrés, semi-enterrés ou aériens dans des endroits stratégiques de la commune, accessibles 7 jours sur 7.

Or, pour des raisons techniques ou de maillage géographique, il n'est pas possible d'installer certains de ces points d'apport volontaire sur le domaine public de la commune.

Aussi dans le but de faciliter leur accès, certains PAV seront installés sur le domaine de personnes privées.

Il convient donc de signer des conventions d'autorisation avec ces personnes privées relatives à l'occupation de leur domaine privé pour l'installation de PAV.

Monsieur le Maire précise que cette convention porte sur des parcelles appartenant à l'ASL Le Jardin des Arts pour un emplacement d'environ 100m². Le PAV sera composé de 2 conteneurs semi-enterrés pour les ordures ménagères résiduelles et 3 conteneurs semi-enterrés pour le tri.

Cette convention prévoit également les obligations de la commune en matière d'aménagement et d'entretien.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide :

- d'ACCEPTER les termes de la convention jointe en annexe de la délibération
- d'AUTORISER Monsieur le Maire à signer ladite convention et tout document à intervenir

Mme CHALÉAT, Adjointe au Maire déléguée à l'environnement et à la sécurité, précise que cette convention deviendra caduque lorsque le lotissement sera définitivement intégré au domaine public de la commune.

46.2023 DÉNOMINATION D'UN BÂTIMENT COMMUNAL SITUÉ PLACE EMILE COURTHIAL ACCUEILLANT LA HALLE DE PÉTANQUE

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire expose que la dénomination d'un équipement municipal relève de la compétence du conseil municipal qui, en vertu de l'article L2121-29 du code général des collectivités territoriales « règle par ses délibérations les affaires de la commune » (CE, 2 février 1991, req. n° 84929).

La commune a été saisie par les co-présidents Pétanque Malissardoise du projet de dénomination du complexe de pétanque du nom de « Gérard Miribel », l'un des fondateurs du club et président durant de longues années.

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L2121-29 alinéa 1,
CONSIDÉRANT que le Conseil Municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,
CONSIDÉRANT que la dénomination doit être conforme à l'intérêt public local et doit respecter le principe de neutralité du service public,
CONSIDÉRANT l'intérêt communal que présente la dénomination des lieux et bâtiments publics,
VU la proposition de dénomination de l'association « Pétanque Malissardoise »,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide de DÉNOMMER la halle de pétanque sise place Courthial du nom de « GÉRARD MIRIBEL ».

Monsieur le Maire propose d'installer sur ce nouveau bâtiment communal une plaque d'inauguration.

47.2023 DÉNOMINATION DE RUES ET DE VOIES

Rapporteur : Pascal ALBOUSSIÈRE

Monsieur le Maire informe les membres présents qu'il appartient au Conseil municipal de choisir par délibération le nom à donner aux voiries, le numérotage des habitations constituant une mesure de police générale que le Maire peut prescrire en application de l'article L2213-28 du Code général des collectivités territoriales.

Il convient, pour faciliter, le repérage des services de secours, le travail de la Poste et des autres services publics ou commerciaux, la localisation sur les GPS, d'identifier clairement les adresses des voies et procéder à leur numérotation.

Monsieur le Maire présente le projet de dénomination des rues et des voies de la commune.

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L2213-28,
CONSIDÉRANT la nécessité d'attribuer des dénominations aux rues et aux voies qui en sont dénuées afin de faciliter le repérage au sein de la commune,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- d'APPROUVER la dénomination des rues et des voies » conformément au document annexé à la présente délibération,
- d'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous documents administratifs et financiers nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

FONCIER

48.2023 CONVENTION DE VEILLE ET DE STRATÉGIE FONCIÈRE AVEC EPORA ET VALENCE ROMANS AGGLO

Rapporteur : Pascal ALBOUSSIÈRE

Monsieur le Maire expose que l'établissement public foncier ouest Rhône Alpes (EPORA) a pour mission de procéder à toutes acquisitions foncières et toutes opérations immobilières et foncières de nature à faciliter l'aménagement et la reconversion des friches industrielles et des emprises militaires, ainsi que la réhabilitation des sites urbains dégradés et de leurs abords et de contribuer plus largement à l'aménagement du territoire.

EPORA accompagne les collectivités dans la réalisation de leurs projets dès lors qu'ils entrent dans ses compétences et répondent à des enjeux d'intérêts collectifs.

La commune souhaite engager une démarche de renouvellement urbain afin de redynamiser le bourg centre et développer l'offre de logements de demain. A cette heure, deux unités foncières (îlots) ont été ciblés dans le centre village comme pouvant répondre à ces objectifs.

La présente convention de veille et de stratégie foncière codifiée 26E102 a pour objet de déterminer les modalités de la coopération publique entre EPORA et les collectivités pour préparer la mise en œuvre de la stratégie foncière et assurer une veille foncière sur le territoire communal.

Dans ce cadre, EPORA peut, le cas échéant, acquérir des biens immobiliers faisant l'objet d'une intention d'aliéner de la part de leurs propriétaires, à la demande de la collectivité compétente, pour préserver les chances d'aboutissement d'un projet d'aménagement. Il réalise alors le portage financier et patrimonial des biens et s'engage à les céder à la collectivité compétente signataire

ou à l'opérateur qu'elle désigne, au terme d'un délai de 4 ans. Le montant de l'encours maximum, correspondant aux dépenses stockées, a été fixé à 500 000 € HT.

EPORA pourra également réaliser des études pré-opérationnelles et notamment des études foncières, de marché, des études urbaines, de capacités, de gisements fonciers ou toute autre étude de faisabilité nécessaire à l'élaboration de la stratégie foncière, et au développement des projets d'aménagement, pour un montant maximum de 70 000 € HT.

La convention de veille et de stratégie foncière est instaurée sur l'ensemble du territoire communal soumis au Droit de Préemption Urbain. Elle vise à régler les modalités techniques et financières relatives aux acquisitions effectuées. Elle est conclue pour une durée de 6 ans à compter de sa signature.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

CONTRE :0 VOIX

ABSTENTION : 1 VOIX

POUR :16 VOIX

- d'APPROUVER la conclusion de la convention de veille et de stratégie foncière, entre la commune de Malissard, Valence Romans Agglo et l'Etablissement Public Foncier de l'Ouest Rhône-Alpes (EPORA)
- d'AUTORISER Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ladite convention et tout document nécessaire à la mise en place de ce dossier.

M. ALBOUSSIÈRE, Adjoint au Maire délégué à l'urbanisme, précise que cette convention concourt à la stratégie foncière et urbanistique de la commune.

AFFAIRES JURIDIQUES

49.2023 PRÉPARATION ET LIVRAISON DE REPAS EN LIAISON FROIDE POUR LE RESTAURANT SCOLAIRE ET L'ACCUEIL DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT - ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Rapporteur : Jean-Marc SOUCIET

Monsieur le Maire expose que le marché relatif à la préparation, la livraison de repas en liaison froide pour l'accueil de loisirs sans hébergement est arrivé à son terme.

Il ajoute que la reprise en régie directe de l'activité de restauration scolaire de l'Association Parentale d'Accueil de loisirs Périscolaires rend nécessaire le lancement d'une nouvelle consultation.

Le marché est un accord-cadre à bons de commande pour une durée d'un an, renouvelable trois fois par tacite reconduction. Les montants sont établis suivant un bordereau des prix unitaires (révisibles trimestriellement), sur la base d'une estimation de 40 700 repas par an.

Suite à l'ouverture des plis et à l'analyse des candidatures, il apparaît que la société API Restauration ait proposé l'offre la mieux disante pour le marché.

La Commission d'Appel d'Offres, réunie le 13 juillet 2023, a décidé d'attribuer le marché à la société API Restauration.

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L2122-21,

VU l'avis de la commission d'appel d'offres en date du 13 juillet 2023,

CONSIDÉRANT que pour l'exécution du marché inscrit au budget en cours, une consultation a été lancée avec publication par voie internet sur le profil acheteur de la collectivité,

CONSIDÉRANT que la consultation a été lancée selon la procédure des articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique,

CONSIDÉRANT que la commission d'appel d'offre a examiné le rapport d'analyse des offres,

CONSIDÉRANT que la commission d'appel d'offres a validé le classement proposé et décide d'attribuer le marché à l'offre économiquement et techniquement la plus avantageuse présentée par la société API Restauration,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- d'APPROUVER la décision de la commission d'appel d'offres et de désigner la société API Restauration, dont le siège social est domicilié 384 rue du Général de Gaulle 59370 MONS-EN-BAROEUL, attributaire de l'accord-cadre à bons de commande, attributaire de l'accord-cadre à bons de commande,
- d'AUTORISER Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'attribution de l'accord-cadre à bons de commande ainsi qu'à signer tout document de nature administrative, technique ou financière nécessaire à son exécution.

M. SOUCIET, Adjoint au Maire délégué aux finances, précise que 4 sociétés ont candidaté, l'une ayant été rejetée pour vice de forme de procédure. Il ajoute que les candidatures étaient proches comme le montre le rapport d'analyse des offres.

En réponse à Mme BLANDIN-JOUBERT, Adjointe au Maire déléguée à l'éducation et à la jeunesse, M. SOUCIET indique que la société API Restauration travaille plutôt en circuit court.

Il rappelle qu'en cas d'insatisfaction de la prestation fournie, ce marché peut être dénoncé au bout d'une année.

FINANCES

50.2023 EXTENSION ET RESTRUCTURATION DU GROUPE SCOLAIRE LOUIS PERGAUD – DEMANDES DE SUBVENTION AUPRÈS DU FEDER

Rapporteur : Jean-Marc SOUCIET

Monsieur le Maire rappelle que dans le cadre du projet d'extension et de restructuration du groupe scolaire Louis Pergaud, par délibération n°2022-65 en date du 12 décembre 2022, le Conseil municipal l'a autorisé à solliciter des subventions auprès de l'Etat, de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, du Département de la Drôme et de l'ADEME.

Il informe l'assemblée municipale que ce projet peut répondre aux critères de la programmation 2021-2027 du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) dans le cadre de priorité n°2 « Transition énergétique et environnement » type d'actions 2.2.1.2 « Soutenir les mesures d'efficacité énergétique dans la rénovation et la construction des bâtiments ».

Monsieur le Maire expose que des dossiers de demande de subvention européenne au FEDER peuvent être déposés :

- Au titre de la construction des bâtiments
- Au titre de la réhabilitation énergétique des bâtiments

Le programme de l'avant-projet définitif ayant été approuvé par délibération n°2023-31 en date du 3 mai 2023 à la somme de 5 021 000,00 HT de travaux, Monsieur le Maire propose de valider le plan de financement suivant :

Dépenses H.T.		Recettes	
Dépenses d'investissements matériels et immatériels :		FEDER	300 000,00 €
1. Construction	1 599 180,59 €		
2. Rénovation	3 421 819,41 €		
Dépenses de prestations externes de service contribuant directement à l'opération labellisation :		Etat	
• Labellisation E3C1	10 000,00 €	• DETR	300 000,00 €
		• Fonds vert	250 000,00 €
		Région Auvergne-Rhône-Alpes	
		• Contrat Région Ville	84 050,00 €
		Département de la Drôme	1 500 000,00 €
		Autofinancement	2 596 950,00 €
TOTAL	5 031 000,00 €	TOTAL	5 031 000,00 €

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- d'AUTORISER Monsieur le Maire, ou son représentant ayant reçu délégation, à solliciter des subventions auprès du FEDER au titre de la construction et au titre de la rénovation énergétique les plus élevées possibles, au vu du plan de financement précité,
- d'AUTORISER Monsieur le Maire, ou son représentant ayant reçu délégation, à signer tout document nécessaire à ces demandes de subvention.

51.2023 TARIFS COMMUNAUX

Rapporteur : Jean-Marc SOUCIET

Monsieur le Maire rappelle que la majorité des tarifs des prestations municipales qui sont offertes aux habitants de la commune n'a pas été révisée depuis 2018.

Il informe l'assemblée municipale que certains tarifs précédemment adoptés nécessitent une mise à jour.

Il ajoute que des délibérations seront prises annuellement pour fixer les tarifs de fréquentation ou d'usage des services publics communaux.

Monsieur le Maire propose de fixer l'ensemble des tarifs selon le tableau suivant :

	Pour information Tarif précédent	Tarifs 2023
FUNÉRAIRE		
Vacations de police	25,00 €	25,00 €
Concessions		
15 ans, le m ²	65,00 €	65,00 €
30 ans, le m ²	130,00 €	130,00 €
50 ans, le m ²	175,00 €	175,00 €
Cinéraire		
Colombarium - Concession de 15 ans	700,00 €	700,00 €
Colombarium - Concession de 30 ans	1 100,00 €	1 100,00 €
MARCHÉS		
Marché hebdomadaire		
Tarif unique	10,00 € / trimestre	supprimé
Emplacement Abonnés - le ml/an		8,00 €
Emplacement Non abonnés - le ml/jour		0,30 €
Accès au réseau électrique		
Rotisserie/four - Forfait par trimestre		8,00 €
Banque réfrigérante - Forfait par trimestre		5,00 €
Éclairage/balance - Forfait par trimestre		1,50 €
Brocante		
Tarif unique - le ml	3,00 €	3,00 €
Marché de Noël		
Emplacement seul	10,00 €	10,00 €
Emplacement + table(s) + chaise(s)	12,00 €	12,00 €
Emplacement + électricité	12,00 €	12,00 €
Emplacement + électricité + tables + chaise(s)	15,00 €	15,00 €
DROITS D'OCCUPATION		
Terrasses de bars, restaurants		
Tarif annuel	10,00 € / trimestre	supprimé
Tarif été - Forfait du 01/04 au 31/10/N par m ²		12,50 €

Tarif hiver - Forfait par emplacement		100,00 €
Diverses occupations		
Cirque - Forfait par emplacement	30,00 €	30,00 €
Fête foraine - le ml	4,00 €	4,00 €
Camions alimentaires - par jour	12,00 €	12,00 €
Vente au déballage	73,00 €	73,00 €
BIBLIOTHÈQUE		
Tarif 1 personne	10,00 €	10,00 €
Tarif foyer	16,00 €	16,00 €
SALLE DES FÊTES		
Associations malissardoises (1)		
Location (1ère réservation annuelle gratuite)	50,00 €	50,00 €
Forfait nettoyage	50,00 €	50,00 €
Cautions		
Salle	170,00 €	170,00 €
Nettoyage	50,00 €	50,00 €
Sono	520,00 €	520,00 €
Marabout	1 000,00 €	1 000,00 €
Vidéoprojecteur	450,00 €	450,00 €
Cafetière et vaisselle	90,00 €	90,00 €
Matériel éclairage	520,00 €	520,00 €
(1) Location gratuite pour les AG		
Particulier domicilié à Malissard		
Location - journée	350,00 €	350,00 €
Location - forfait week-end	450,00 €	450,00 €
Location vacances scolaires (lundi au vendredi)	200,00 €	200,00 €
Chauffage (du 01/11 au 31/03/N)	100,00 €	100,00 €
Associations extérieures		
Location - journée	400,00 €	400,00 €
Location - forfait week-end	500,00 €	500,00 €
Chauffage (du 01/11 au 31/03/N)	100,00 €	100,00 €
Cautions		
Salle	170,00 €	170,00 €
Nettoyage	110,00 €	110,00 €
Particuliers extérieurs		
Location - journée	700,00 €	700,00 €
Location - forfait week-end	800,00 €	800,00 €

Chauffage (du 01/11 au 31/03/N)	100,00 €	100,00 €
Cautions		
Salle	170,00 €	170,00 €
Nettoyage	150,00 €	150,00 €
TARIFS DIVERS		
Photocopies		
1 copie A4 noir et blanc	0,20 €	0,20 €
1 copie A4 couleur	0,25 €	0,25 €
Location de matériels		
6 tables + 12 bancs	70,00 €	70,00 €
Régie publicitaire (Publications municipales)		supprimé
Parution annuelle		
Pleine page	300,00 €	
Demi-page	170,00 €	
Quart de page	100,00 €	
Huitième de page	50,00 €	
Parution bi-annuelle		
Pleine page	270,00 €	
Demi-page	150,00 €	
Quart de page	90,00 €	
Huitième de page	45,00 €	
Parution tri-annuelle		
Pleine page	240,00 €	
Demi-page	135,00 €	
Quart de page	80,00 €	
Huitième de page	40,00 €	
Mise à disposition de personnel		
Tarif horaire 1 agent		25,00 €

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L2121-29, L2213-6 et L2331-2,

CONSIDÉRANT qu'il convient d'actualiser les tarifs de droits de place d'occupation du domaine public sur les marchés et hors marchés, des droits de voirie,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- de FIXER les tarifs des services publics communaux conformément à la grille tarifaire,
- de DIRE que ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} août 2023

Mme Florence BRÈS-DUFOUR, Adjointe au Maire déléguée à l'animation, à la vie associative et commerciale, indique que les tarifs du marché hebdomadaire sont proposés au regard de ceux pratiqués dans les communes avoisinantes. Elle précise qu'ils restent cohérents par rapport à la nature et à la taille du marché de la commune.

M. SOUCIET note la suppression des tarifs liés à la régie publicitaire qui n'existe plus et la création d'un nouveau tarif de mise à disposition du personnel communal.

ENFANCE/JEUNESSE

52.2023 ACTIVITÉS PÉRISCOLAIRES -TARIFS 2023-2024

Rapporteur : Laure BLANDIN-JOUBERT

Monsieur le Maire expose qu'il convient d'adopter les tarifs relatifs aux différentes activités périscolaires que sont la garderie du matin, la restauration scolaire et ses animations, et le périscolaire du soir, pour l'année scolaire 2023-2024.

Au vu du renouvellement du marché de la préparation et de la livraison des repas en liaison froide autorisé par le Conseil municipal lors de cette séance, et dans l'attente d'un bilan financier annuel, il est proposé de maintenir les tarifs appliqués aux activités périscolaires, ainsi qu'il suit :

Tarifs Prestations

Quotient Familial		Garderie Matin	Périscolaire du midi		Accueil du soir	
		Tarif	Tarif	Tarif panier (uniquement pour les enfants concernés par un PAI)	Forfait de 16h30 à 18h30	Tarif panier (uniquement pour les enfants concernés par un PAI)
Tranche 1	0 < QF ≤ 564	1,90 €	5,10 €	1,55 €	3,50 €	3,00 €
Tranche 2	564 < QF ≤ 715	1,90 €	5,30 €	1,75 €	3,50 €	3,00 €
Tranche 3	715 < QF ≤ 1000	1,90 €	5,50 €	1,95 €	3,50 €	3,00 €
Tranche 4	1000 < QF ≤ 1400	1,90 €	5,70 €	2,15 €	3,70 €	3,20 €
Tranche 5	QF > 1400	1,90 €	5,90 €	2,35 €	3,70 €	3,20 €

Tarifs surcoût

Nature Prestation	Rajout prestation hors-délai	Rajout prestation non commandée
Périscolaire du midi	0,50 €	1 €
Accueil du soir	0,20 €	0,50 €

Forfait accompagnement

Pour l'accompagnement des enfants à des activités extra-scolaire : forfait de 15€ par enfant et par activité pour l'année scolaire.

VU le Code général des collectivités territoriales,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- d'ADOPTER les tarifs applicables aux activités périscolaires tels que définis ci-dessus
- de DIRE qu'ils entreront en vigueur à compter du 1^{er} septembre 2023

INFORMATIONS DIVERSES

Monsieur le Maire donne lecture d'un courrier de remerciement du comité départemental de l'USEP à l'occasion de l'accueil et de la mise à disposition de divers équipements communaux pour la 29 édition de la Traversée de la Drôme en Vélo.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance levée à 20h30.

Laure BLANDIN-JOUBERT
Secrétaire de séance



Jean-Marc VALLA
Maire de Malissard